



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

carte du combattant

Question écrite n° 122971

Texte de la question

Mme Patricia Adam appelle l'attention de M. le secrétaire d'État auprès du ministre de la défense et des anciens combattants sur les conditions d'attribution de la carte du combattant. Le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre prévoit que chaque militaire, chaque civil, ayant participé à la guerre d'Algérie entre le 31 octobre 1954 et le 2 juillet 1962, ont vocation à la qualité de combattant, à condition d'avoir servi en unité combattante pendant quatre mois. En revanche, les combattants de nationalité française ayant servi après le 2 juillet 1962 et ne pouvant se justifier de quatre mois de service avant cette date, ne peuvent bénéficier des conditions d'attribution de la carte du combattant. Ces derniers peuvent alors se voir attribuer le titre de reconnaissance de la Nation et la médaille commémorative. Au total, 80 000 militaires ayant servi sur ce territoire après le 2 juillet 1962 ne se sont pas vus reconnaître la qualité de combattant. Cette situation suscite un sentiment d'injustice légitime chez ceux qui ont combattu sur ce territoire entre le 2 juillet 1962 et le 1er juillet 1964. Lors de la troisième séance d'examen des crédits de la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » du jeudi 3 novembre 2011, le secrétaire d'État auprès du ministre de la défense et des anciens combattants s'est déclaré favorable à l'extension de l'attribution de la carte du combattant aux militaires ayant servi après le 2 juillet 1962 et ne pouvant justifier de quatre mois de service avant cette date. Elle lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il a l'intention de mettre en œuvre pour réviser les conditions d'attribution de la carte du combattant.

Texte de la réponse

La carte du combattant et le titre de reconnaissance de la Nation sont délivrés à des personnes ayant participé à la guerre d'Algérie, du 31 octobre 1954 au 2 juillet 1962, date d'indépendance de l'Algérie, conformément aux articles L. 253 bis, R. 224 D et D. 266-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (CPMIVG), sous réserve qu'elles en remplissent les conditions fixées par ces dispositions. Pour les services effectués entre le 2 juillet 1962 et le 1er juillet 1964, et uniquement pour l'Algérie, les droits au titre de reconnaissance de la Nation ont été conférés aux intéressés par le décret n° 2001-362 du 25 avril 2001 modifiant l'article D. 266-1 du CPMIVG. Ces services ne relèvent pas des dispositions des articles L. 253 bis et R. 224 D du CPMIVG. A cet égard, les titres de reconnaissance de la Nation sont délivrés avec la mention « aux opérations militaires sur le territoire de l'Algérie » et non avec une mention « guerre d'Algérie ». Deux périodes sont donc à distinguer dans la réglementation : la guerre d'Algérie du 31 octobre 1954 au 2 juillet 1962 et les opérations militaires sur le territoire de l'Algérie entre le 3 juillet 1962 et le 1er juillet 1964. En tout état de cause, les militaires présents en Algérie entre le 2 juillet 1962 et le 1er juillet 1964 bénéficient d'ores et déjà d'une reconnaissance particulière. En effet, le titre de reconnaissance de la Nation leur ouvre droit au port de la médaille de reconnaissance de la Nation, à la souscription d'une rente mutualiste et les rend ressortissants de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. Pour autant, la question d'une éventuelle extension des droits à la carte du combattant au-delà du 2 juillet 1962 a été évoquée lors des débats budgétaires portant sur le projet de loi de finances pour 2010. A cette occasion, le secrétaire d'État à la défense et aux anciens combattants a indiqué qu'il était favorable à cette extension pour les militaires justifiant d'un

séjour de quatre mois en Algérie excédant le 2 juillet 1962, à la condition expresse que ce séjour ait commencé antérieurement à cette date. La situation budgétaire globale, des plus contraintes, n'a pas permis d'inscrire au budget des anciens combattants pour 2012 les crédits afférents à cette mesure dont le coût minimal, en année pleine, est estimé à 5,54 M€. Cependant, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense et des anciens combattants reste favorable à cette extension du droit à la carte du combattant dès que le Gouvernement retrouvera des marges de manoeuvre suffisantes pour en assurer le financement.

Données clés

Auteur : [Mme Patricia Adam](#)

Circonscription : Finistère (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 122971

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : Défense et anciens combattants (secrétariat d'État)

Ministère attributaire : Défense et anciens combattants (secrétariat d'État)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 novembre 2011, page 12426

Réponse publiée le : 3 avril 2012, page 2742